



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Les-illusionnistes>

Les illusionnistes

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1089 - juillet 2008 -

Date de mise en ligne : jeudi 31 juillet 2008

Description :

Gérard-Henri Brissé ne croit pas aux brillants discours des politiciens, surtout ceux qui prônent l'individualisme. Il voit monter le mécontentement des peuples.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Un mélange explosif

Un sondage, diffusé par radio, indiquerait que s'il y avait, un an après les Présidentielles, un nouveau scrutin, il aboutirait à un résultat à peu près équivalent, faute pour l'opposition de se révéler crédible et de présenter un candidat ou une candidate disposant d'un charisme et d'une majorité incontestables, suffisants pour l'emporter.

Les mécontentements sectoriels montent pourtant : routiers, marins, agriculteurs, fonctionnaires, chercheurs, étudiants, retraités, chômeurs, personnes handicapées, malades, et ceux qui s'occupent d'elles, etc. se retrouvent dans la même galère pour dénoncer l'érosion de leur pouvoir d'achat et de leurs acquis sociaux. Le moindre incident constitue un mélange explosif qui peut mettre le feu aux poudres...

Personnellement, j'attache peu de prix à la présentation individuelle d'un candidat. Il peut, s'il a le talent d'un brillant avocat, faire de belles promesses, les annoncer avec grand pouvoir de séduction, puis, une fois élu, faire le contraire. Je ne crois qu'en un candidat qui énonce un idéal cohérent dans le temps et des objectifs crédibles et qui présente son équipe pour les mettre en oeuvre, même si des adaptations de détail s'avèrent par la suite nécessaires.

L'individu isolé n'existe pas

Si on évoque l'individualisme qui est né de la Révolution française, quand il s'agissait de s'opposer aux corporations et aux principes aristocratiques qui étaient en vigueur avant la fameuse nuit du 4 août, je dis qu'aussi bien la gauche que la droite peuvent s'entendre sur cette notion de libéralisme tel que l'a évoquée Alexis de Tocqueville ; cet individualisme-là étant source de dialogue démocratique et de droits de l'Homme universels.

« La nature humaine ne peut en aucune façon subsister sans l'association des individus »
David Hume (1711-1776),
philosophe et historien anglais,
auteur des Essais sur l'entendement humain (1748).

Mais aujourd'hui il faut bien reconnaître qu'un individu isolé n'est rien, un Robinson Crusoé isolé sur son île est inimaginable...

L'individu, sujet unique, pourvu d'une ADN et d'empreintes digitales spécifiques, n'existe qu'en fonction des rapports qu'il entretient avec autrui ; l'individu contemporain vit en société, et, au sein de celle-ci, il a des droits et des devoirs. Il vit en communautés. Celles-ci sont diverses : communautés de travail, de loisirs, culturelles, religieuses, etc., sans pour autant enfreindre le saint principe laïque et républicain.

Une communauté ne se résout pas en atomisations sociales, au contraire, elle constitue un facteur de sociabilité ; quelle qu'elle soit, elle exerce une influence sur la personne, et réciproquement elle permet au sujet de bâtir son histoire et l'Histoire tout court. Mais une communauté doit restée ouverte, sinon elle s'apparente au clan, à la secte, voire au ghetto.

Libéralisme et individualisme

En aucun cas l'individu ne saurait être assimilé au pion que l'on manipule sur l'échiquier d'une idéologie, celle d'un système partisan ou gouvernemental. Surgissent alors les notions de liberté, de dignité, de responsabilité, voire de laïcité, bref une république, à la lettre la "chose publique" est par essence laïque, c'est-à-dire ouverte à tous les courants de pensée. Et dans cet ensemble, on ne saurait confondre éthique et morale, car chacun a sa morale alors que l'éthique doit être commune à tous.

L'individualisme est-il compatible avec le libéralisme ? Ce dernier doit-il être cantonné à sa conception sociale et politique, ou bien déborder sur le libéralisme économique tel que nous en subissons les effets aujourd'hui ? Ce libéralisme-là sous-entend la liberté d'entreprendre, d'investir, d'innover, de chercher ou de se mettre au service d'autrui, sans pour autant "se vendre" (salarier) pour réaliser un projet commun.

Au sein du monde anglo-saxon sont apparues des notions telles que néo-libéralisme, ou ultralibéralisme, ou encore monétarisme et manoeuvres spéculatives. Ces notions impliquent une autre forme de servitude et, si j'ose m'exprimer ainsi, de dictature. La "libre" concurrence fait alors place au jeu des combines, des arrangements, des délocalisations qui n'ont pour objectif que la recherche du profit et qui n'ont plus rien à voir avec un quelconque "ordre juste" impliquant le respect fondamental de la personne, de son identité, de sa dignité, de sa responsabilité. Y sont exaltées les notions de profit facile, de jeu, de pouvoir, de domination et leurs effets de stress, de suicide, d'addiction dont celle à l'argent par exemple...

On pourrait, si on le voulait, atténuer fortement les dégâts sociaux causés par les délocalisations ou ce qu'il est convenu d'appeler la mondialisation, sans pour autant faire obstacle à la modernisation des entreprises. Il suffit de mettre un terme aux subventions financières liées, soi-disant, à la création d'emplois mais sans contrôle suffisant, et de transférer ces fonds en investissements dans l'établissement...

Participation et intéressement

La participation bien conçue et bien définie, devrait permettre à tous (fournisseurs, pourvoyeurs de capitaux publics ou privés, sociaux ou particuliers, salariés et clients) d'être bien informés de la gestion de l'entreprise et, si possible, en fonction de leurs connaissances et de leurs compétences, de donner leur avis sur ses grandes orientations.

L'intéressement n'est autre que la part de bénéfice qui revient à chacun, une fois déduite la part d'auto-financement.

Reprises par les "Gaullistes de Progrès", ces notions avaient déjà été énoncées par certains socialistes ou syndicalistes du XIXème siècle, pour s'opposer justement aux excès de l'esclavage et de la domination sous toutes ses formes.

À mon avis, Madame Royal est dans le vrai lorsqu'elle invite les établissements financiers et bancaires à participer activement à la lutte contre la spéculation, ses dégâts et l'authentique dictature de ses auteurs, car les milliards envolés en fumée seraient beaucoup plus utiles dans le budget de l'État. Elle était seule à soulever cette question, comme le fait l'hebdomadaire Marianne [\[1\]](#) qui consacrait récemment un commentaire fort éclairé sur les méandres de la spéculation financière.

Il faut surtout lire les réflexions pertinentes de Naomi Klein [\[2\]](#) sur les désastres du phénomène. Comme le faisait Christian Aubin dans La Grande Relève du mois dernier, dans son article intitulé "Tout un échafaudage", Le Nouvel

Observateur du 22 mai 2008 évoquait le rapprochement que fait cette journaliste canadienne entre des événements tels que la guerre américaine en Irak, les dégâts causés par l'ouragan Katrina sur la Nouvelle-Orléans et la crise économique en Argentine, aspects divers de ce que l'on nomme aujourd'hui la mondialisation de l'économie ! Qu'il s'agisse d'écologie ou d'urbanisme, de haut débit informatique, de retombées de la TNT, ou de la prétendue réforme des services publics pour faire plaisir à Bruxelles et satisfaire l'extrême droite, le fond du problème est le même. Il faut absolument mettre un terme à la spéculation financière à tous les niveaux de la société... et sans oublier le commerce des armes.

Certaines personnalités politiques apparaissent régulièrement dans les médias, mais hélas, elles retiennent peu l'attention. C'est le cas, par exemple, du député Nicolas Saint-Aignan. Il présente bien, il n'est pas UMP mais anime un club de réflexion qui s'inspire de ce qu'il y a de meilleur dans la tradition d'inspiration gaulliste, ou ce qu'il en reste. Il avance des arguments fort sérieux, répétant à qui veut l'entendre que si nous continuons ainsi nous allons dans le mur et qu'à force d'être grugée, la majorité silencieuse, ébranlée par la chute continue de son pouvoir d'achat, finira par se révolter. De quelle façon, l'Histoire le dira, car il existe mille et une manières de provoquer une révolution quand le mouvement est lancé, il est difficile de le maîtriser...

G-H B.

La planète recèle encore suffisamment de ressources pour faire vivre l'humanité, et les moyens de juguler l'effet de serre existent. Mais si nous voulons léguer aux générations futures une planète vivable, ce n'est pas en tournant le dos aux Accords de Kyoto, qui, pourtant, ne constituent qu'un minimum. Ce n'est pas en enterrant ou en marchandisant des stocks de CO2 ou les déchets nucléaires que nous y arriverons.

Surmonter le problème de la finance

Tant que le problème monétaire n'aura pas été surmonté pour permettre un "ordre juste", tous les concepts de développement durable, de commerce équitable, d'écologie politique, de lutte contre l'effet de serre etc, etc, seront des coquilles vides. Vidées de sens.

Et l'Europe, cette Europe qu'on veut rassemblée maintenant à 27, et dans laquelle le Non irlandais a introduit un nouveau grain de sable, restera une chimère. Il ne suffit pas de consulter des Parlements à majorités béni-oui-oui, il faut avoir le consentement, plein et entier, des peuples qui la composent ; car c'est eux qui sont appelés à vivre dans cette Europe-là, et à en subir éventuellement les oukases des technocrates. Pourquoi ne pas les consulter ? Et tous en même temps, pas en catimini, les uns après les autres !

Le traité de Lisbonne ne fut qu'un subterfuge. L'Histoire et ses détours imposent le contraire de cette Europe intégrée au seul profit des financiers : une Europe Confédérale des Peuples !

Que d'occasions gâchées !

[1] Marianne du 31/5/2008.

[2] La stratégie du choc éd Actes sud, mai 2008.